



PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS**

Service Protection de l'Environnement

Réf: PE/LB

Annecy, le 1^{er} juillet 2014

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

ARRETE n°2014182-0016

Société SICN à Annecy - Arrêté préfectoral portant institution de servitudes d'utilité publique

VU le code de l'environnement et notamment le titre I^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'article L.515-12, prévoyant la possibilité d'instaurer les servitudes d'utilité publique prévues aux articles L.515-8 à L.515-11 sur des terrains pollués par l'exploitation d'une installation classée, et les articles R.515-24 à R.515-31, concernant les dispositions applicables aux installations susceptibles de donner lieu à des servitudes d'utilité publique,

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 12 juillet 2012 portant nomination de M. Georges-François LECLERC, Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie,

VU les arrêtés préfectoraux n°1817-93 du 24 septembre 1993 et n°1391-94 du 19 juillet 1994 autorisant et réglementant les activités de la société SICN dans son établissement situé 4, rue du Radar à Annecy,

VU le courrier du 31 juillet 2002 dans lequel la société SICN déclare la cessation prochaine de certaines des activités de son établissement d'Annecy et la reprise des autres activités par la société GEMMA, au sein de ce même établissement,

VU l'arrêté préfectoral n°2003-1578 du 23 juillet 2003 réglementant l'établissement d'Annecy de la société SICN dans le cadre de la mise à l'arrêt définitif de ses activités,

VU l'arrêté préfectoral n°2005-1694 du 19 juillet 2005 abrogeant l'arrêté du 23 juillet 2003 précité et réglementant l'établissement d'Annecy de la société SICN dans le cadre de la mise à l'arrêt définitif de ses activités,

VU l'arrêté préfectoral n°2008-1219 du 24 avril 2008 complétant et modifiant l'arrêté du 19 juillet 2005 précité, et prescrivant notamment à l'exploitant la transmission d'une demande d'institution de servitudes d'utilité publique en vue de protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

VU les études réalisées par SICN dans le cadre de la cessation définitive de ses activités sur son site d'Annecy et notamment les diagnostics de sol, les études hydrogéologiques, les résultats de surveillance des eaux souterraines, les résultats de traitement des structures de génie civil, les résultats des mesures de l'exposition radiologique résiduelle par films dosimétriques,

VU l'étude intitulée « Evaluation détaillée des risques radiologiques pour le site SICN Annecy » référencée AFR 23200A01 NT 06 00 et datée du 13 février 2006,

VU l'étude intitulée « Evaluation détaillée des risques chimiques pour le site SICN Annecy » référencée AFR 23200A01 NT 07 01 et datée du 13 mars 2008,

VU le dossier établi par la société SICN le 2 septembre 2013, en application des dispositions des articles L.515-12 et R.515-31 du code de l'environnement, en vue de l'institution de servitudes d'utilité publique liées aux pollutions du sol et des eaux souterraines consécutives à l'exploitation d'activités industrielles dans son ancien site d'Annecy,

VU l'avis de la société SICN, en date du 16 décembre 2013, en réponse à la consultation du préfet sur le projet de servitudes d'utilité publique,

VU l'avis du conseil municipal d'Annecy, en date 27 janvier 2014, en réponse à la consultation du préfet sur le projet de servitudes d'utilité publique,

VU le rapport de l'inspection des installations classées, en date du 12 mai 2014, concernant les servitudes à mettre en place suite à l'arrêt de l'exploitation des installations de la société SICN dans son établissement d'Annecy, ainsi que les modalités de surveillance des eaux souterraines,

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques réuni le 5 juin 2014,

CONSIDERANT qu'il convient de maintenir dans le temps des conditions d'occupation de l'ancien site d'Annecy de la société SICN compatibles avec son état de pollution résiduelle,

CONSIDERANT qu'il convient de restreindre l'usage des eaux souterraines impactées par les activités de l'établissement d'Annecy de la société SICN afin qu'ils soient compatibles avec leur état de pollution résiduelle,

SUR PROPOSITION de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie,

A R R E T E

Article 1^{er}

Sur le territoire de la commune d'Annecy, des servitudes d'utilité publique sont instaurées sur les parcelles cadastrées AE 51, AE 52, AE 54, AE 55, AE 56, AE 57, AE 58, AE 59, AE 48, AE 49 ainsi sur une partie de la rue du Radar.

L'article 2 précise l'énoncé de chacune des servitudes.

L'article 3 précise les servitudes s'appliquant à chacune des parcelles précitées.

Les documents suivants sont joints :

- Annexe 1 : le plan du site avec la désignation des différents bâtiments et structures,
- Annexe 2 : l'emprise des terrains concernés par les servitudes,
- Annexe 3 : l'emplacement des dispositifs de blocage ou de confinement.

Article 2 :

Prescriptions relatives à l'usage des sols

Prescription 1 : L'usage des parcelles cadastrales concernées est exclusivement industriel, artisanal ou de services et, le cas échéant, de voirie en lien direct avec ces activités. Sont en particulier interdits tous les usages sensibles ou d'affectations à l'accueil du public (interdiction d'implanter crèches, écoles, collèges, lycées, maisons de retraite, établissements de santé, établissements recevant du public, habitations...).

Prescription 2 : Le site sera maintenu clôturé de façon coordonnée par ses différents occupants ou propriétaires.

Prescription 3 : Une autorisation permanente d'accès aux piézomètres de contrôle de la qualité des eaux souterraines, est accordée pour un véhicule à la société SICN ou son ayant droit ou le mandataire de celui-ci ainsi qu'aux autorités compétentes et notamment aux services de l'Etat en charge de l'inspection des installations classées, de la police de l'eau, de la sécurité et de la santé publiques. Cette autorisation sera également valable pour les matériels nécessaires aux prélèvements d'échantillons.

Prescription 4 : Une autorisation permanente d'accès à la station de rejet V, représentée sur le plan en annexe 1, est accordée pour un véhicule à la société SICN ou son ayant droit ou le mandataire de celui-ci ainsi qu'aux autorités compétentes et notamment au gestionnaire du réseau d'assainissement ainsi qu'aux services de l'Etat en charge de l'inspection des installations classées, de la police de l'eau, de la sécurité et de la santé publiques. Cette autorisation sera également valable pour les matériels nécessaires aux prélèvements d'échantillons.

Prescription 5 : Préalablement à tout creusement de terre et/ou travaux d'excavation, le maître d'ouvrage vérifiera le respect des hypothèses de l'étude référencée AFR 23200A01 NT 06 00 et datée du 13 février 2006, intitulée « l'évaluation détaillée des risques radiologiques pour le site SICN Annecy », notamment les concentrations en radioéléments dans les terres excavées. Un dossier présentant ces éléments sera, après avis de SICN ou de son ayant droit, transmis au préfet pour accord de réalisation des travaux. Une copie de ce dossier sera également transmise à l'inspection des installations classées. Les travaux ne seront pas engagés avant obtention de l'accord du préfet. En tout état de cause, ces travaux devront être réalisés selon la réglementation en vigueur notamment en matière d'hygiène, de sécurité et de radioprotection.

Dans l'hypothèse où des ouvrages enterrés devraient être retirés, le maître d'ouvrage communiquera l'ensemble des informations à SICN ou à son ayant droit qui réalisera et transmettra au préfet une mise à jour du plan des réseaux enterrés.

En cas de nécessité d'évacuation des terres ou de structures excavées, celles-ci seront orientées dans une filière dûment autorisée à les recevoir au regard de la réglementation en vigueur.

Prescription 6 : Préalablement à tous travaux sur les dispositifs de blocage et/ou de confinement mis en place sur les structures de génie civil enterrées visés dans le plan en annexe 3, une étude d'impact radiologique sera réalisée dans le cadre de laquelle les mesures prévues pour garantir des conditions de blocage et/ou de confinement au moins équivalentes seront décrites. Cette étude précisera en outre les mesures de prévention des risques à mettre en œuvre ainsi que les filières d'élimination des déchets générés dans le cadre de ces travaux. Le dossier ainsi constitué sera, après avis de SICN ou de son ayant droit, transmis au préfet pour accord de réalisation des travaux. Une copie de ce dossier sera également transmise à l'inspection des installations classées. Les travaux ne seront pas engagés avant obtention de l'accord du préfet

Les moyens d'ancrage d'équipements qui ne sont pas susceptibles de traverser le dispositif de blocage et/ou de confinement ne sont pas concernés par ces dispositions.

Prescription 7 : Préalablement à tous travaux sur les structures de génie civil des bâtiments B, D, du rez-de-chaussée et des étages des bâtiments A et N représentés sur le plan en annexe 1, une étude d'impact radiologique sera réalisée. Cette étude précisera également les mesures de prévention des risques à mettre en œuvre ainsi que les filières d'élimination des déchets générés dans le cadre des travaux. Le dossier ainsi constitué sera, après avis de SICN ou de son ayant droit, transmis au préfet pour accord de réalisation des travaux. Une copie de ce dossier sera également transmise à l'inspection des installations classées. Les travaux ne seront pas engagés avant obtention de l'accord du préfet.

Prescription 8 : L'accès aux stations de relevage T et U, représentées sur le plan en annexe 1, est soumis à autorisation préalable de SICN ou de son ayant droit. Les travaux, y compris de maintenance des matériels, dans ces stations doivent faire l'objet d'une étude d'impact radiologique. Cette étude précise notamment les mesures de prévention des risques à mettre en œuvre ainsi que les filières d'élimination des déchets générés dans le cadre de ces travaux qui devront être traités conformément à la réglementation en vigueur.

Préalablement à tous travaux sur les structures de génie civil, le dossier constitué sera, après avis de SICN ou de son ayant droit, transmis au préfet pour accord de réalisation des travaux. Une copie de ce dossier sera également transmise à l'inspection des installations classées. Les travaux ne seront pas engagés avant obtention de l'accord du préfet.

Prescriptions relatives aux eaux souterraines et aux eaux de rejet

Prescription 9 : Les ouvrages d'accès à la nappe doivent être conservés, entretenus et laissés accessibles.

Prescription 10 : Le pompage et l'utilisation des eaux souterraines, sur l'intégralité de l'emprise du périmètre des servitudes représenté en annexe 2, sont interdits pour quelque usage que ce soit, à l'exception des mesures de prélèvement liées à la surveillance de la qualité des eaux souterraines. Tout autre usage devra faire l'objet d'un accord préalable du préfet.

Prescription 11 : L'utilisation des eaux de rejet de la station V, représentée sur le plan en annexe 1, est interdite pour quelque usage que ce soit, à l'exception de la surveillance de la qualité des eaux de rejet. Tout autre usage devra faire l'objet d'un accord préalable du préfet.

Article 3 :

Dans le tableau ci-après les abréviations P1 à P11 correspondent aux prescriptions 1 à 11 de l'article 2.

Restrictions d'usage applicables aux parcelles cadastrales situées dans l'emprise du site

Parcelle cadastrale	Superficie en m ²	P1	P2	P3	P4	P5	P6	P7	P8	P9	P10	P11
AE 51	51	oui	oui	non	non	oui	non	non	non	non	oui	non
AE 52	302	oui	oui	non	non	oui	non	non	non	non	oui	non
AE 54	22017	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
AE 55	9980	oui	oui	oui	non	oui	oui	non	non	oui	oui	non
AE 56	761	oui	oui	non	non	oui	non	non	non	non	oui	non
AE 57	1638	oui	oui	non	non	oui	oui	non	non	non	oui	non
AE 58	86	oui	oui	non	non	oui	oui	non	non	non	oui	non
AE 59	270	oui	oui	non	non	oui	non	non	non	non	oui	non

Restrictions d'usage applicables aux parcelles cadastrales situées hors de l'emprise du site

Parcelle cadastrale	Superficie en m ²	P1	P2	P3	P4	P5	P6	P7	P8	P9	P10	P11
AE 48	40376	non	non	oui	non	non	non	non	non	oui	oui	non
AE 49	2438	non	non	oui	non	non	non	non	non	oui	oui	non
Rue du Radar. Zone définie sur le plan en annexe 2.	1770	non	non	non	non	non	non	non	non	non	oui	non

Article 4

En application des dispositions de l'article L.515-11 du code de l'environnement, ces servitudes, dans le cas où elles entraîneraient un préjudice direct, matériel et certain, ouvrent droit à une indemnité au profit des propriétaires, des titulaires de droits réels ou de leurs ayants droit.

La demande d'indemnisation doit être adressée à l'exploitant de l'installation dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente décision.

Article 5

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Grenoble. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 6

Le présent arrêté est notifié à monsieur le maire d'ANNECY ainsi qu'aux sociétés SICN, ADIXEN VACUUM PRODUCTS, HITIM ET ANNECY BIO CHALEUR.

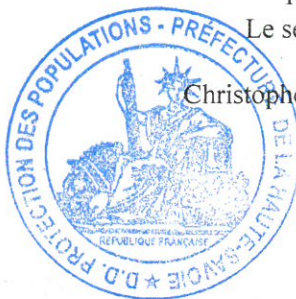
Il est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie et fait l'objet d'une publicité foncière. Les frais afférents à cette publicité sont à la charge de la société SICN en sa qualité d'exploitant.

Le présent arrêté est annexé aux documents d'urbanisme de la commune d'ANNECY.

Article 7

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie, la directrice de la protection des populations, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée des installations classées, et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

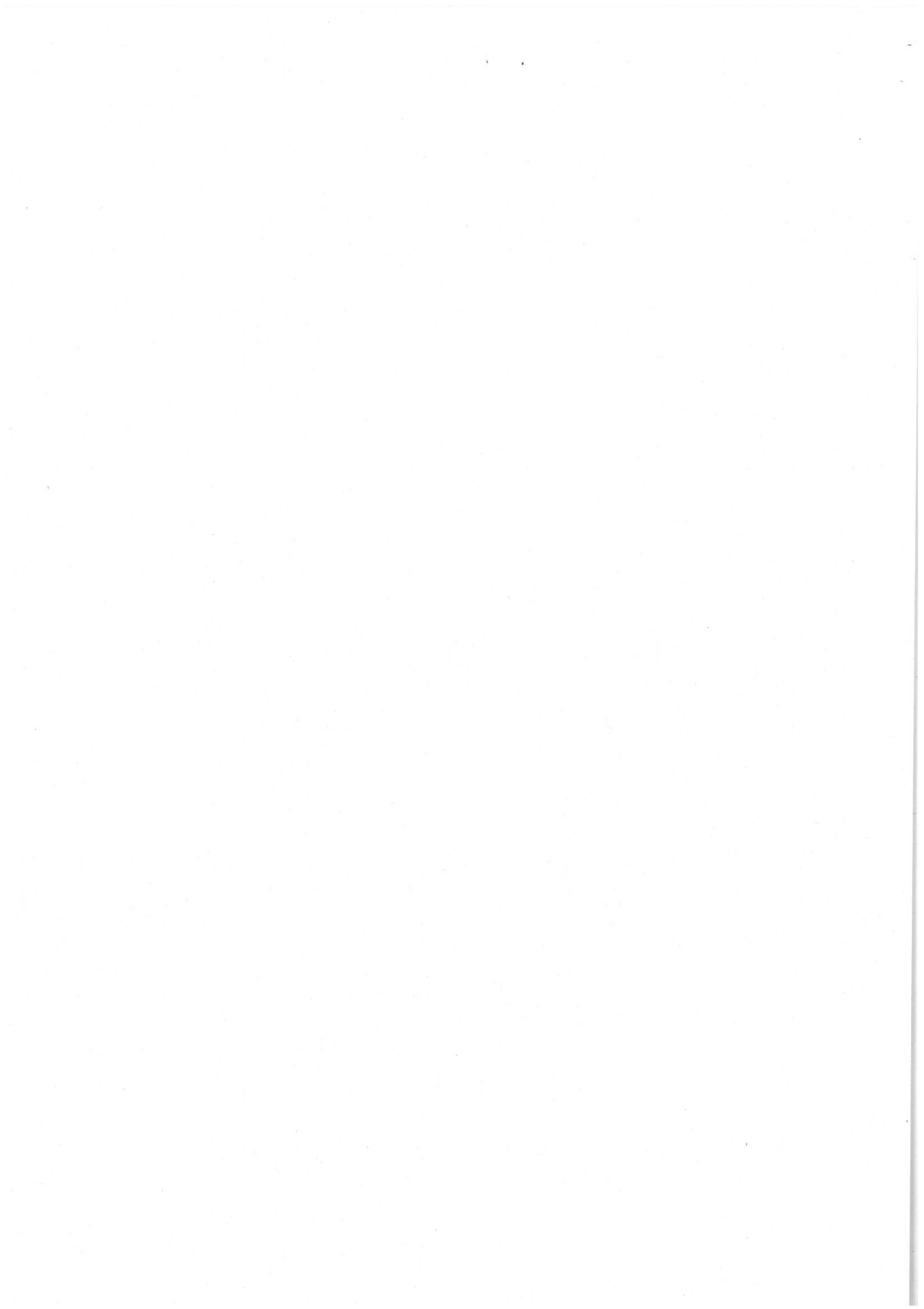
Pour le préfet,
Le secrétaire général,
signé
Christophe NOËL DU PAYRAT



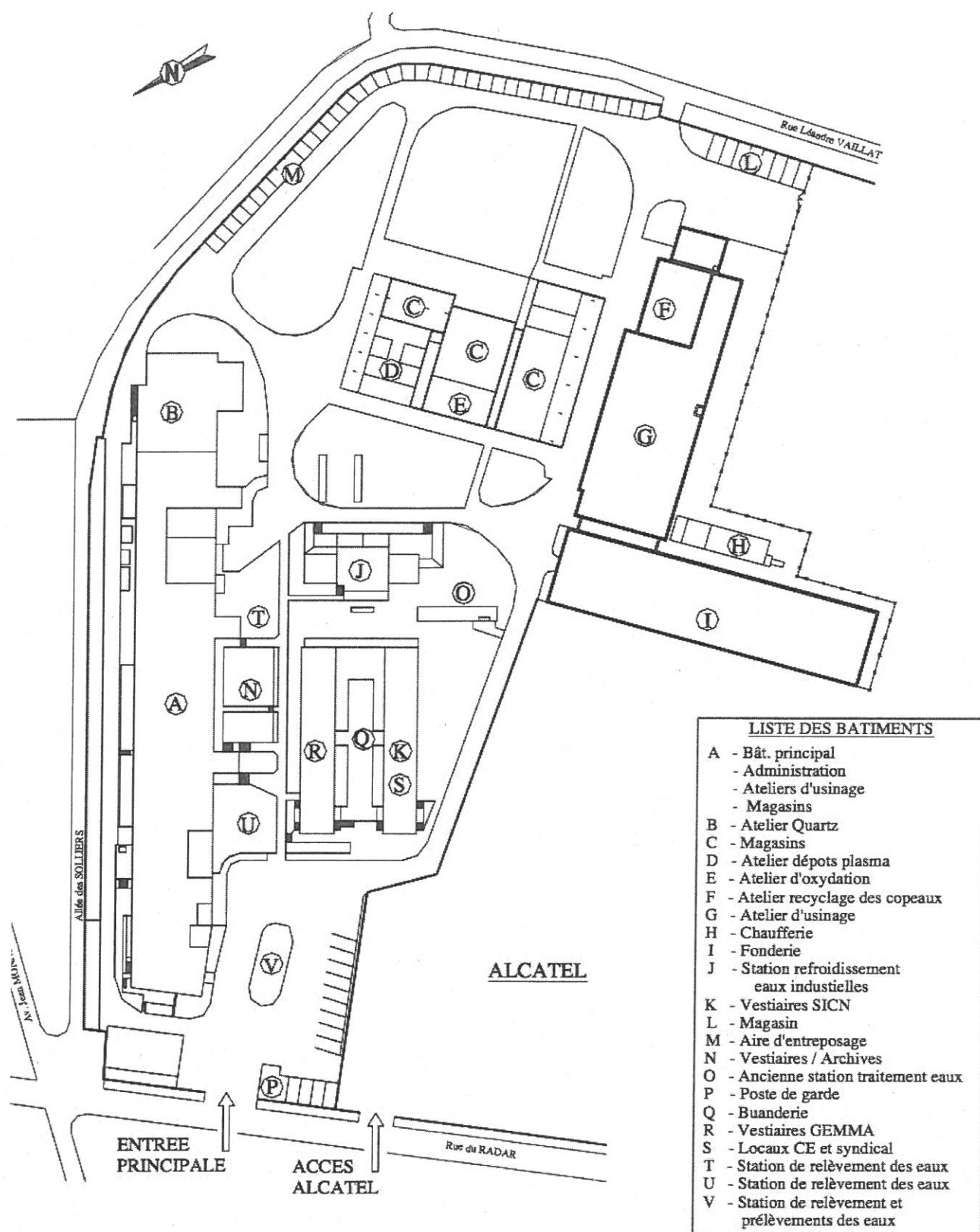
POUR AMPLIATION

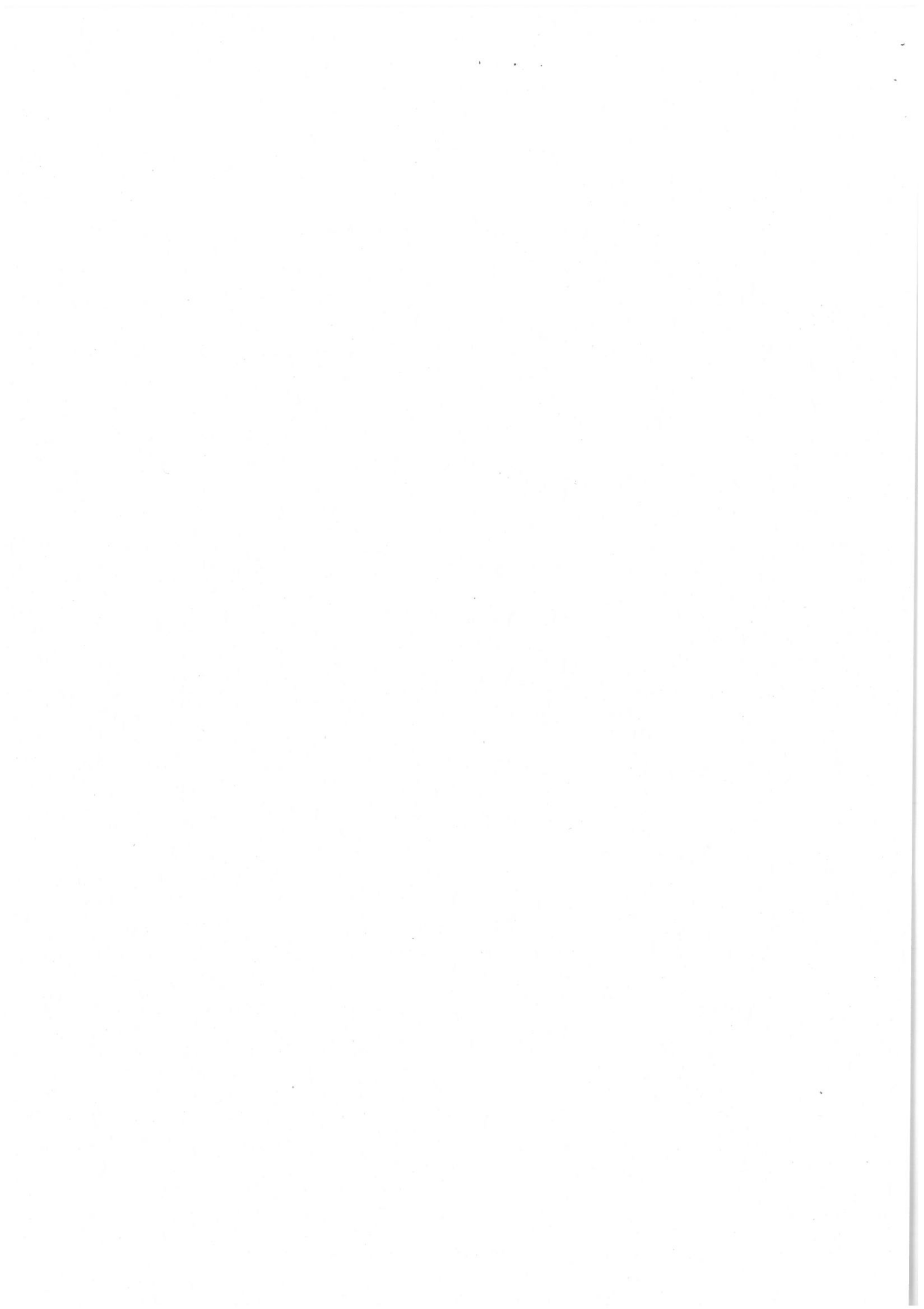
La chef de service

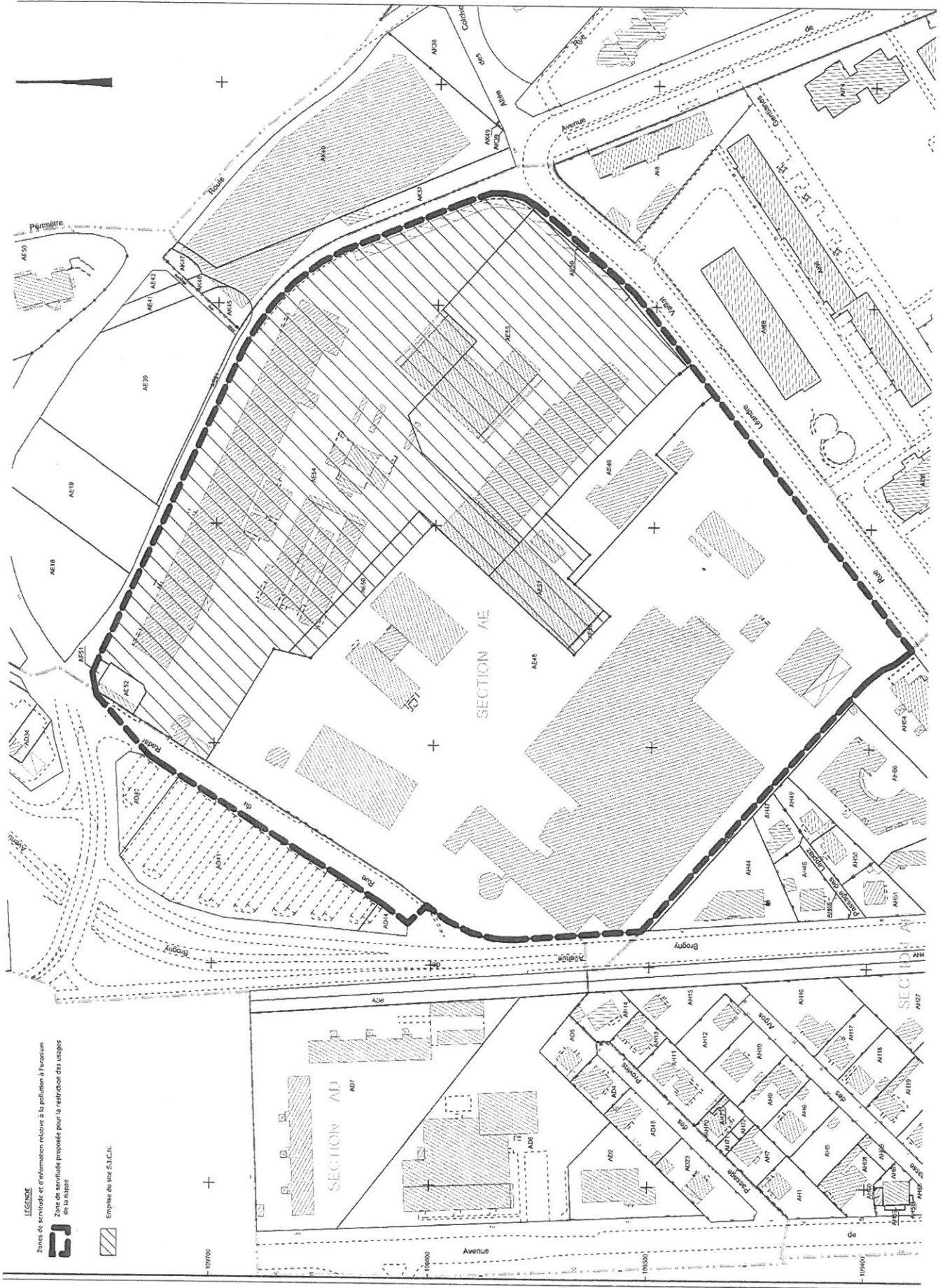
Michèle ASSOUS



Plan du site dans sa configuration initiale – Identification des différents bâtiments et structures







ANNEXE 3 de l'arrêté préfectoral n°2014182-0016
du 1^{er} juillet 2014
Emplacements des dispositifs de blocage ou de confinement

SITE DE SICN ANNECY

